

CGT Educ'action 01 > Militer > **MACRON-ATTAL / LE PEN-BARDELLA : blanc bonnet et bonnet blanc ? CERTAINEMENT (...)**



MACRON-ATTAL / LE PEN-BARDELLA : blanc bonnet et bonnet blanc ? CERTAINEMENT PAS !

samedi 1er juin 2024, par [CGT educ'action](#)

Malgré une résistance massive pendant plusieurs mois, notre camp social a été battu en 2023 par le macronisme et sa contre-réforme des retraites. Depuis, ce gouvernement pousse les feux en multipliant les mauvais coups : casse de l'assurance chômage, loi scélérate sur l'immigration, volonté de réformer l'aide médicale d'État... la liste est longue et elle s'accompagne d'une volonté répressive très forte : poursuites en justice de militantes et militants de gauche, de syndicats et d'associations, arrestations et violence contre des manifestants et, dernièrement, offensive contre le mouvement étudiant qui affiche son soutien au peuple de Palestine et pour un cessez le feu à Gaza.

Macron cherche à nous diviser, à nous faire taire, à nous démoraliser pour mieux parachever sa casse sociale au grand bénéfice du patronat. Pour cela il utilise toutes les armes idéologiques réactionnaires : un tout sécuritaire alimenté par l'exploitation de faits divers, la lutte contre « l'assistantat », la « délinquance », « l'immigration clandestine » en espérant ainsi assécher le marigot lepéniste. Il tord pour cela dans tous les sens les usages du parlementarisme, la Constitution et l'état de droit, vidant peu à peu la République de sons sens en ne la voyant que comme un ensemble de normes minimales à savoir utiliser.

Celles et ceux qui disent que Macron « déroule le tapis rouge » à Le Pen ont donc raison. Mais pour autant cela ne fait pas de Macron un fasciste lui-même : celui qui déroule le tapis doit être combattu de toutes nos forces, mais celui (Bardella) ou celle (Le Pen) qui pourrait le piétiner en 2027 ou peut-être avant, c'est une autre paire de manche ! Ce ne sont que des ennemis mortels pour notre camp face à qui nous nous trouverions.

Pour lire et télécharger le document complet, cliquez sur la vignette ci-dessous !



MACRON-ATTAL / LE PEN-BARDELLA

BONNET BLANC / BLANC-BONNET ?

CERTAINEMENT PAS !

Malgré une répression massive pendant plusieurs mois, notre camp social a été battu en 2023 par le macronisme et sa contre-révolution des retraites. Depuis, ce gouvernement peusse les feux et multiplie les mauvais coups : casse de l'assurance chômage, loi scélérate sur l'immigration, violence de réforme fiscale médicale d'Etat... la liste est longue et elle s'accompagne d'une violence répressive très forte : poursuites en justice de militants et militants de gauche, de syndicats et d'associations, arrestations et violence contre des manifestants et, dernièrement, offensive contre le mouvement étudiant qui affiche ses soutiens au peuple de Palestine et pour un cessez le feu à Gaza. Macron cherche à nous diviser, à nous faire taire, à nous démolir pour mieux passer sa casse sociale au grand bénéfice du patronat. Pour cela il utilise toutes les armes idéologiques réactionnaires : un tout sécuritaire alimenté par l'exploitation de faits divers, la lutte contre « l'islamisme », la « délinquance », l'immigration clandestine » en espérant ainsi aveugler le marigot lepéniste. Il tent pour cela dans tous les sens les usages du parlementarisme, la Constitution et l'état de droit, visant peu à peu la République de ses sens et ne la voyant que comme un ensemble de normes maximales à savoir utiliser.

Du passé ne faisons pas table rase !

En d'autres temps, des gouvernements de droite ont mené des politiques antisociales, antipopulaires et anti-émancipées encore plus violentes : on peut en juger par ces quelques exemples :

- Entre 1947 et 1952 : plus de 200 décrets de fermeté d'internat parlementaire plus de 800 peccidans de licenciement et des manifestations ouvrières violemment réprimées, avec des morts ;
- En 1952 : massacre de manifestants Algériens le 14 juillet place de la Nation (7 morts), casse de l'immédiate à Paris des manifestants du 14 juillet et du 1^{er} mai jusqu'en 1968 ;
- En 1961 : massacre de plus de 200 Algériens et 15000 arabes ;
- En 1962 : massacre de 9 militants et militants CGT avec GAC au métro Quatre (7 morts) ;
- En 1968 : répression très forte et en jeune curies, Pierre Dumas tué par un régime ainsi qu'un jeune, Gilles Buis, réprimé à une charge judiciaire ;
- En 1981 : mort d'un étudiant Malik Oussekine, tué lors d'une charge des « antigay ».

Les gouvernements répressifs de droite de cette époque (même et Vème Républiques) ne se sont pas pour autant transformés en nouveaux fascistes. Mais la grande différence avec la situation actuelle, c'est que, dans ces années-là, l'extrême droite n'avait pas encore totalement relevé la tête et n'avait pas pu profiter pleinement de la situation. Depuis, l'extrême droite FNRN s'est emparée de la brèche de nos défilés et des déviances qu'elle saisisse. Elle se nourrit du chaos social engendré par la politique de la droite macroniste et de ses discours de plus en plus démagogiques.

Celles et ceux qui disent que Macron « démolit le tapis rouge » à Le Pen ont raison. Mais pour autant cela ne fait pas de Macron un fasciste lui-même : celui qui démolit le tapis doit être combattu de toutes nos forces, mais celui (ou elle) ou celle (ou Pen) qui pourrait le piéler en 2027 ou peut-être avant, c'est une autre paire de manche ! Ce ne sont que des ennemis marqués pour votre camp face à qui nous nous battons.

Qu'est-ce que ça changerait ?

Y compris dans notre camp certains et certains se demandent ce que l'arrivée du FN au pouvoir d'aujourd'hui, d'autres disent « on ne les a pas encore essayés » ou « au moins ce sera clair », ou encore « si l'extrême droite arrive au pouvoir ce sera la révolution ». Nous répondons à cela : rien ne serait plus clair, tout serait plus sombre et plus dur encore pour toutes et tous les exploités et opprimés !

Certains pensent qu'il n'y a pas de différence de nature entre Macron et le FNRN, mais une différence de degré. En réalité, il y a une différence de culture politique, qui se concrétise par une différence de sens, comme ce l'histoire de nos autres pays avec une extrême droite ou pas (Italie, Hongrie, Argentine, ...). Les premiers à s'en apercevoir seraient les immigrés de toutes les générations et bien sûr les requêtes et migrants, avec ou sans papiers. Un gouvernement d'extrême droite mettrait en œuvre la « préférence nationale » en l'inscrivant dans la Constitution (c'est-à-dire que l'État, se référant et s'appuyant sur le socle des quelques centaines administratives, il trouverait au sein de la Police et de la Gendarmerie des services et des, qui ont déjà travaillé pour le FNRN ou pour Zemmour.